

Mémoire présenté dans le cadre des consultations prébudgétaires de 2019

Par : *Chevron Canada Limited*

- **Recommandation 1** : Que le gouvernement permette la déductibilité immédiate des coûts en capital à des fins fiscales pour l'année au cours de laquelle ils surviennent, afin qu'ils s'appliquent à l'ensemble de l'économie, tout en offrant l'avantage accessoire de faciliter davantage l'observation et l'administration fiscales.

- **Recommandation 2** : Que le gouvernement augmente le niveau de protection à environ 80 % du coût total de conformité en matière de gaz à effet de serre (GES) pour les industries énergivores et dépendantes des marchés, y compris le secteur pétrolier et gazier, afin de combler l'écart de compétitivité avec les États-Unis et d'éviter des fuites de carbone.

- **Recommandation 3** : Que le gouvernement et les gouvernements provinciaux se concentrent sur la création d'un environnement fiscal approprié pour établir une industrie du gaz naturel liquéfié (GNL) pour de multiples projets d'envergure au Canada.

- **Recommandation 4** : Que le gouvernement favorise l'accélération de la technologie, de l'infrastructure et de l'innovation de collaboration dans le secteur, particulièrement en ce qui a trait à la commercialisation de l'électrification du gaz naturel et des liquides en amont et des installations de GNL en aval et d'autres technologies susceptibles de réduire les coûts et les émissions de GES.

- **Recommandation 5** : Que le gouvernement donne suite à son engagement, dans le budget de 2017, d'examiner le programme de crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental (RS&DE) en vue de le rendre plus efficace grâce au partage des risques et à l'inclusion de l'innovation opérationnelle dans le champ d'application.

- **Recommandation 6** : Que le gouvernement continue de jouer un rôle de chef de file dans la reconnaissance internationale des progrès réalisés par le Canada dans la réduction des émissions mondiales de GES par l'exportation de GNL et dans la recherche de crédits internationaux par l'entremise d'accords commerciaux en vertu de l'article 6 de l'Accord de Paris.

Introduction

Chevron Canada Limited (Chevron Canada) présente ce mémoire dans le cadre des **consultations prébudgétaires préalables au budget de 2019** afin de renforcer les conclusions et les recommandations du groupe de travail mixte fédéral-provincial et de l'industrie et de l'Association canadienne des producteurs pétroliers. Chevron Canada tient à souligner la nécessité d'améliorer la compétitivité de l'industrie pétrolière et gazière au Canada et l'importance d'établir une industrie canadienne du GNL concurrentielle. Grâce à ces recommandations, le Canada peut jouer un rôle de chef de file dans la transition mondiale vers une économie énergétique à faibles émissions de carbone, avec une vision en tant que fournisseur privilégié de pétrole et de gaz à coût et à émissions de carbone concurrentielles sur les marchés national et mondial, produits selon des normes de rendement environnemental et social de premier plan.

À propos de Chevron Canada

Chevron Canada Limited est une filiale indirecte et indépendante de Chevron Corporation, l'une des plus importantes sociétés d'énergie intégrées au monde. Depuis 1938, Chevron Canada explore, développe, produit et commercialise du pétrole brut, du gaz naturel et des liquides de gaz naturel. En tant que pionnier de l'industrie, Chevron Canada a fait de nombreuses découvertes de pétrole et de gaz à grande échelle, a contribué aux progrès technologiques de l'industrie pétrolière et gazière du Canada et a soutenu le progrès économique et la prospérité du Canada.

Aujourd'hui, Chevron Canada a des intérêts dans le projet de GNL de Kitimat et le périmètre de gaz de schiste dans le nord-est de la Colombie-Britannique, une position de chef de file de l'industrie dans la zone de gaz de schiste riche en liquides de Kaybob Duvernay en Alberta, le projet Athabasca Oil Sands, des projets d'exploration, de développement et de production au large de Terre-Neuve-et-Labrador, y compris Hibernia et Hebron, l'exploration et la découverte de ressources dans la région de la mer de Beaufort et du delta du Mackenzie dans les Territoires du Nord-Ouest.

En tant que filiale indépendante d'une grande entreprise énergétique mondiale, Chevron Canada doit être concurrentielle pour attirer des capitaux par rapport aux autres options du portefeuille mondial de Chevron. De plus en plus, les possibilités canadiennes sont mises au défi d'attirer ces investissements par rapport aux États-Unis, où Chevron continue d'accroître ses investissements.

Le gaz naturel et les liquides : une occasion à saisir pour le Canada

Le Canada possède une abondance de gaz naturel et de liquides de classe mondiale provenant des réservoirs de schiste et de réservoirs étanches. En tant que source d'énergie presque équivalente aux sables bitumineux du Canada, ils peuvent répondre à la demande intérieure de gaz pour plus de 300 ans et fournir aux pays asiatiques de l'énergie propre pour soutenir leurs économies en croissance. Toutefois, le Canada n'est pas le seul pays à disposer d'une abondance de gaz naturel pour répondre à la demande mondiale croissante. Pendant de nombreuses décennies, les États-Unis ont été le plus important client de gaz naturel du Canada, mais nous avons résolument pu constater l'évolution spectaculaire vers l'indépendance énergétique des États-Unis et son impact négatif sur l'économie énergétique canadienne. L'exploitation importante du pétrole de réservoirs étanches et

du gaz de schiste aux États-Unis continue de menacer les producteurs de l'Ouest canadien et a nui de façon permanente à nos marchés traditionnels.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit une croissance continue de la demande mondiale d'énergie jusqu'en 2040 et au-delà. Le monde aura besoin de plus d'énergie sous toutes ses formes, en particulier de plus de gaz naturel. Soutenue par la croissance de la demande et les objectifs de la politique internationale sur les changements climatiques, la demande mondiale de gaz naturel devrait augmenter de 45 % d'ici 2040. On s'attend à ce que 80 % de la croissance de la demande de gaz se produise dans les économies en développement de la Chine, de l'Inde et d'autres pays d'Asie, la majeure partie de cette demande croissante étant satisfaite grâce au GNL importé. Le gaz naturel permet de réduire les émissions de GES et de polluants par rapport aux autres combustibles fossiles, tout en répondant aux besoins de chauffage, d'électricité et de mobilité d'une économie mondiale en pleine croissance.

Il existe une occasion importante pour les nouveaux projets concurrentiels de fournir du GNL à l'Asie à partir du milieu de la prochaine décennie et peut-être plus tôt, avec une croissance économique plus forte et un déplacement plus rapide du charbon et du pétrole vers le gaz naturel. Le Conference Board du Canada a estimé qu'une industrie du GNL de 30 millions de tonnes par année fournira 7,4 milliards de dollars par année au PIB du Canada et environ 65 000 emplois par année sur une période de 30 ans. Il est clair qu'une industrie canadienne du GNL viable est importante pour le Canada.

Les clients du GNL recherchent du GNL sûr, fiable et compétitif en termes de coûts pour répondre à leurs besoins énergétiques à long terme. Le Canada possède tous les attributs nécessaires pour être un fournisseur mondial de GNL de choix compte tenu de ses énormes ressources, de ses politiques rigoureuses en matière de réglementation et de climat et de sa proximité du marché, mais seulement si le Canada peut fournir un approvisionnement concurrentiel sur le plan des coûts à l'échelle mondiale. S'ils ne sont pas fournis par le Canada, les emplois et les avantages économiques qu'offre le GNL seront captés par des pays qui ne partagent pas l'approche rigoureuse du Canada en matière de partage des avantages environnementaux et sociaux progressifs.

Sables bitumineux et ressources extracôtières

L'exploitation des sables bitumineux du Canada et des ressources pétrolières extracôtières du Canada atlantique a grandement contribué à l'économie du Canada au cours des dernières décennies et peut continuer d'accroître la prospérité du Canada pendant de nombreuses décennies. L'exploitation de ces ressources a été le moteur de l'innovation technologique de pointe à l'échelle mondiale et d'importantes réductions de l'impact sur l'environnement. Parallèlement, cette exploitation a contribué de façon importante à l'emploi, aux impôts et aux redevances qui soutiennent les programmes auxquels les Canadiens attachent de la valeur. Même si les commentaires qui suivent portent spécifiquement sur le GNL, le gaz naturel et les liquides, ils s'appliquent également aux sables bitumineux et à l'exploitation pétrolière extracôtière.

L'urgence d'agir

Bien que le Canada ait été en mesure d'accroître ses ressources en pétrole et en gaz naturel grâce à l'application de technologies novatrices, la production canadienne de gaz a diminué au cours des 15 dernières années. Le Canada a également connu un exode des investissements privés dans le secteur de l'énergie et a annulé des projets au cours des dernières années. Pendant ce temps, les États-Unis ont connu des investissements, une production et une croissance de l'emploi considérables dans le secteur de l'énergie. Depuis 2013, cinq installations d'exportation de GNL des États-Unis ont été approuvées et exportent du GNL ou sont en cours de construction. L'AIE s'attend à ce que les États-Unis soient le premier exportateur mondial de GNL d'ici le milieu des années 2020.

Les récentes modifications favorables de l'impôt sur les sociétés et de l'amortissement aux États-Unis, ainsi que la croissance continue de la production de pétrole et de gaz de réservoirs étanches aux États-Unis, ajoutent au défi et ont augmenté les volumes d'approvisionnement à faible coût aux États-Unis sur les marchés nord-américains du gaz naturel et du GNL à l'échelle mondiale. Cette abondance de gaz naturel à faible coût a également alimenté d'importants investissements dans les industries pétrochimiques, manufacturières et autres industries à valeur ajoutée aux États-Unis.

Pour que le Canada puisse tirer parti des débouchés croissants du marché asiatique du GNL, le gouvernement doit prendre des mesures dès maintenant pour créer un cadre fiscal complet et concurrentiel qui appuie l'investissement continu dans des projets tels que le GNL et les liquides de Kitimat. Si le Canada veut maintenir et accroître les avantages potentiels de l'une de nos industries énergétiques les plus importantes, y compris les milliers d'emplois de qualité et les possibilités qui s'offrent aux peuples autochtones, une action directe pour diversifier l'accès aux marchés doit être une priorité immédiate.

Sans accès supplémentaire aux marchés et sans exportations de GNL, les approvisionnements en gaz naturel de l'Ouest canadien continueront d'être captifs d'un marché nord-américain surabondant. La situation actuelle a des répercussions négatives sur la production et les prix, le gaz de l'Ouest canadien se vendant à un escompte important par rapport aux approvisionnements américains, ce qui entraîne une baisse de la valeur des ressources, des redevances gouvernementales et des revenus. En plus de cette perte de valeur, les exportations de gaz naturel canadien soutiennent maintenant directement et indirectement de nombreuses industries américaines à valeur ajoutée, y compris leurs exportations croissantes de GNL. La baisse des investissements dans le gaz et le pétrole au Canada a un impact direct sur les familles et les collectivités dans les deux régions productrices et dans les principaux secteurs industriels canadiens à travers le Canada, y compris l'acier et la fabrication.

Collaboration entre le gouvernement et l'industrie pour combler l'écart de compétitivité

En réponse aux défis de la compétitivité du gaz naturel et des liquides et à l'évolution des conditions du marché, Chevron Canada s'est concentré, au cours des dernières années, sur l'atteinte d'un coût unitaire substantiel pour tous nos actifs, y compris le GNL de Kitimat. Bien que l'industrie ait réduit les coûts pour refléter cette réalité du marché, le gouvernement n'a pas apporté d'ajustements similaires au cadre fiscal et réglementaire et, dans de nombreux cas, a ajouté des coûts importants pour notre industrie. Bien que Chevron Canada poursuive ses efforts de réduction des coûts afin de réduire davantage l'écart de compétitivité avec les États-Unis, ***nous croyons que si l'on veut maintenir une***

industrie canadienne du gaz naturel et des liquides viable et établir une industrie canadienne du GNL, d'autres réductions des coûts unitaires au moyen d'initiatives fédérales et provinciales en matière de fiscalité et d'infrastructure sont nécessaires.

Nous appuyons les citoyens des provinces et du Canada qui reçoivent un juste retour sur leurs ressources. Toutefois, le cadre financier collectif doit également reconnaître les attributs et les défis uniques auxquels l'industrie canadienne est confrontée et fournir aux projets de premier plan un rendement raisonnable sur leur investissement à risque élevé. Pour créer un climat d'investissement attrayant au Canada, il faut un partage plus équitable des risques et une réduction des coûts fiscaux fédéraux et provinciaux. Le problème ne fera que s'accroître à mesure que bon nombre de nos concurrents mondiaux continueront de réduire l'impôt des sociétés, la complexité de la réglementation et les coûts, creusant encore davantage l'écart de compétitivité avec le Canada.

Par conséquent, il est urgent que les gouvernements prennent des mesures, y compris les recommandations suivantes dans leur ensemble, pour relever les défis de la compétitivité,

1. Que le gouvernement permette la déductibilité immédiate des coûts en capital à des fins fiscales pour l'année au cours de laquelle ils surviennent, afin qu'ils s'appliquent à l'ensemble de l'économie, tout en offrant l'avantage accessoire de faciliter davantage l'observation et l'administration fiscales.
2. Que le gouvernement augmente le niveau de protection à environ 80 % du coût total de conformité en matière de gaz à effet de serre (GES) pour les industries énergivores et dépendantes des marchés, y compris le secteur pétrolier et gazier, afin de combler l'écart de compétitivité avec les États-Unis et d'éviter des fuites de carbone.
3. Que le gouvernement et les gouvernements provinciaux se concentrent sur la création d'un environnement fiscal approprié pour établir une industrie du GNL solide pour de multiples projets d'envergure au Canada.
4. Que le gouvernement favorise l'accélération de la technologie, de l'infrastructure et de l'innovation de collaboration dans le secteur, particulièrement en ce qui a trait à la commercialisation de l'électrification du gaz naturel et des liquides en amont et des installations de GNL en aval.
5. Que le gouvernement s'engage à examiner le programme de crédit d'impôt pour la RS&DE, en incluant l'innovation opérationnelle dans son champ d'application.
6. Que le gouvernement joue un rôle de chef de file dans la reconnaissance internationale des progrès réalisés par le Canada dans la réduction des émissions mondiales de GES par l'exportation de GNL et dans la recherche de crédits internationaux en vertu de l'article 6 de l'Accord de Paris.

Chevron Canada croit que le secteur pétrolier et gazier du Canada présente une importante possibilité de croissance inclusive qui procure de vastes avantages à tous les Canadiens et qui s'harmonise avec les

objectifs économiques, environnementaux et sociaux du gouvernement. Les mesures collectives recommandées aideraient le Canada à demeurer concurrentiel à l'échelle mondiale, aideraient à rétablir la confiance des investisseurs et fourniraient la plateforme d'un consensus plus large sur l'avenir de l'industrie pétrolière et gazière canadienne. Cela peut mener à une croissance importante du secteur, protéger et faire croître les emplois au Canada, offrir des possibilités aux Canadiens autochtones, contribuer à la prospérité économique nécessaire pour soutenir notre qualité de vie et permettre la transition vers une économie énergétique à faible émission de carbone.